

EUROPE - MONDE

Le plaidoyer pour le marché

Le lauréat Nobel d'économie 2014 livre une analyse empreinte d'humilité face au moralisme ambiant.

PIERRE BESSARD,
PARIS

Comment redonner au libéralisme, formidable créateur de richesses, ses lettres de noblesse, le rendre plus efficace et faire en sorte qu'il soit respecté? La Fondation Ethique et Economie de l'Académie des Sciences morales et politiques du prestigieux Institut de France planche avec une quarantaine de sages sur une charte éthique qui doit voir le jour d'ici à l'été. La Convention of Independent Financial Advisors, la fondation des spécialistes en conseils financiers établie à Genève, est associée à ses travaux. C'était le tour cette semaine du lauréat Nobel d'économie Jean Tirole, figure principale de la Toulouse School of Economics, de partager ses vues sur le marché et la moralité, dans une conférence très suivie dont la lucidité a largement dépassé les attentes.

Si les croyances des citoyens varient beaucoup sur les mérites de la libre entreprise, les intellectuels, une grande partie de la société civile et les religions reprochent généralement aux économistes de tenir insuffisamment compte des dimensions éthiques. Symptôme de cette perception: le succès planétaire du livre *Ce que l'argent ne saurait acheter*: les limites morales du marché, de Michael Sandel, professeur de philosophie à Harvard. Or de tels écrits, selon Jean Tirole, méconnaissent les travaux des économistes, en partie déjà anciens, sur l'économie de l'information, des externalités ou la neuroéconomie, qui couvrent la morale et l'éthique, les normes sociales et l'identité, la confiance ou encore les phénomènes d'éviction créés par les incitations. L'économie ne nie pas que certaines relations ne puissent pas être monnayées. Si un diplôme d'université, un prix Nobel ou l'amitié pouvaient être achetés, ils perdraient leur valeur. Dans d'autres instances, les problèmes attribués au marché peuvent être résolus par le droit, comme dans le cas de la pollution. Et il est reconnu qu'une récompense monétaire peut réduire l'offre d'un comportement social lorsque celui-ci relève de la motivation intrinsèque ou de la générosité. Il faut néanmoins faire très attention, selon Jean Tirole, à ne pas confondre ses propres préférences avec la moralité.

Les limites de la distinction entre le domaine marchand et le sacré. Certains domaines sont tabous, de façon justifiée ou non, pour des raisons morales, à l'exemple de la vente d'organes. L'économiste Gary Becker, de l'Université de Chicago, a pourtant montré que l'interdiction de la vente d'organes prive des milliers de personnes de reins chaque année, les dons étant limités à des proches. Selon Becker, rappelle Jean Tirole, les tenants de l'inter-



JEAN TIROLE. *Le paternalisme de la puissance publique n'est pas nécessairement synonyme de moralité.*

diction ne peuvent se targuer de moralité, puisqu'ils font mourir inutilement des milliers de personnes. Malgré la logique de cet argument, la gêne persiste. Est-ce pour protéger les vendeurs potentiels d'organes contre eux-mêmes? La puissance publique intervient souvent, dans un esprit paternaliste, contre les préférences de certains individus pour le présent au détriment présumé du long terme: on les force à payer pour leur retraite, on taxe l'alcool ou interdit les drogues, on les force à aller à l'école, etc. Cela n'est pas nécessairement synonyme de moralité. En général, les considérations financières buttent sur le caractère sacré de la vie humaine. Il a par exemple été montré que le marché funéraire aux Etats-Unis, pourtant très compétitif, bénéficie de marges quasi-monopolistiques du fait de la répugnance à parler d'argent lors d'un décès. Pourtant, nous donnons un prix à la vie dans les choix budgétaires hospitaliers ou dans les choix prudentiels de tous les jours, comme l'achat d'une voiture plus robuste pour protéger ses enfants. De plus, les tabous sont changeants dans le temps et dans l'espace: l'assurance vie, le paiement d'intérêts étaient condamnés autrefois comme immoraux.

Le mauvais guide de l'émotion et de l'indignation dans les choix de société. Nous avons l'habitude de nous indigner devant l'injustice ou certains comportements faisant peu de cas de l'humain. Le sentiment d'indignation peut signaler des errements dans le comportement individuel ou l'organisation de la société. Pourtant, l'indignation est aussi souvent mauvaise conseillère: elle peut conduire à l'affirmation de préférences individuelles au détriment de la liberté des autres. Elle fait parfois l'économie d'une réflexion en profondeur. Il a par exemple été démontré scientifiquement que le partage des responsabilités érode les valeurs morales. Cette érosion s'applique dès qu'une décision implique une autre personne. Tous les régimes totalitaires, qui ne sont pas des régimes de marché, l'ont bien

compris: l'existence d'excuses permettant de se dérober de sa responsabilité a permis la mise à l'écart de la réticence individuelle à des comportements peu éthiques. C'est pourquoi l'économie ne peut se cantonner sans autre analyse dans des postures morales: les sentiments personnels de répulsion sont très peu fiables comme source d'inspiration éthique. Ce sera le rôle des chercheurs de plancher davantage sur les conditions de la moralité.

Le marché comme menace improbable du lien social. Une autre objection à l'économie de marché porte sur un malaise diffus face à une perte de lien social, en plus de l'urbanisation ou de la communication par internet (même si les technologies permettent un contact beaucoup plus fréquent avec la famille ou les amis éloignés). Le lien social peut être distendu par des phénomènes liés au marché: la mondialisation, la mobilité, l'installation loin de ses parents et de ses racines. Le marché anonymise les relations, mais c'est en partie sa fonction: il libère les acteurs du marché du pouvoir d'autres acteurs, il empêche les entreprises puissantes d'imposer leurs prix élevés et leur qualité médiocre à des consommateurs captifs. Le marché peut sembler l'antithèse de l'économie du don et du contre-don, mais la dimension de la réputation, qui peut être difficilement spécifiée dans un contrat ou mise en œuvre par le système juridique, continue de jouer un rôle éminent dans l'économie de l'échange. D'où les systèmes de notation et de partage des expériences entre usagers sur des plateformes en ligne. La diminution des liens sociaux a par ailleurs aussi des vertus. L'économie du don et du contre-don crée une relation de dépendance entre donateur et donataire, où la violence peut être masquée par l'apparence de générosité sans calcul, ainsi que l'avait déjà relevé Pierre Bourdieu. Les liens sociaux peuvent être étouffants et contraignants, à l'exemple du villageois qui a mangé du mauvais pain toute sa vie par crainte de froisser le boulanger du village. Le marché privilégie les liens choisis aux

liens hérités. Ensuite, il permet d'étendre son cercle d'interactions. Montesquieu parlait du doux commerce: le marché nous apprend à interagir et à connaître les étrangers. Il a un effet civilisateur: il demande de construire la confiance et rien n'est plus autodestructeur que l'égoïsme pur, dans la mesure où le marché est un lieu de concurrence, de coopération et d'échange. Cela vaut dans les domaines les plus improbables, comme la prostitution ou la compagnie payée: «Le marché n'est parfois que le bouc émissaire de notre propre hypocrisie», souligne Jean Tirole. Il n'est en l'occurrence pas possible de passer un jugement définitif sur ces questions, comme le font les critiques indignés du marché.

Attention aux interventions de l'Etat. Si beaucoup d'économistes consacrent leurs efforts à analyser les «défaillances du marché», cela ne signifie pas que les politiques publiques soient nécessairement optimales. Dans le but de réduire les inégalités, par exemple, on redistribue de façon inefficace et il s'ensuit un important gaspillage de fonds publics et un système fiscal incohérent qui réduit le pouvoir d'achat des citoyens, observe Jean Tirole. Le revenu dépend principalement de l'effort de travail. Il est donc normal de soutenir les personnes handicapées, par exemple. Mais pour préserver leur dignité, il s'agit de leur donner du travail, et non seulement de l'argent. La redistribution est généralement plus poussée dans les sociétés homogènes et lorsque les causes de la pauvreté sont exogènes. D'une manière générale, cependant, les individus veulent se sentir utiles à la société. Leur dignité dépend largement d'avoir un emploi. C'est pourquoi les politiques de salaire minimal légal qui créent du chômage, comme le Smic en France, ne promeuvent pas forcément la dignité, mais représentent une perte de dignité pour ceux qui sont privés d'emploi. La numérisation de l'économie comporte désormais un défi de taille pour les pays qui n'y sont pas préparés. L'exemple d'Uber montre la mauvaise manière des pouvoirs publics de réagir: les innovations technologiques assez banales dont se sert cette compagnie de transport sont surtout révélatrices du développement entravé et du monopole des compagnies de taxi traditionnelles. Sur la question des crises financières, il s'agit essentiellement de crises de l'Etat, qui a failli dans son rôle réglementaire et causé la bulle immobilière en poursuivant des politiques d'encouragement à la propriété. Dans la zone euro, ce sont les gouvernements qui ont triché. Dans le débat sur la réglementation ou la régulation, il faut donc surtout que les incitations soient les bonnes pour rendre le système résilient. Les acteurs privés font partie de la solution. ■

La croissance solide et continue du PIB

ALLEMAGNE. Il a été porté essentiellement par la consommation des ménages et les dépenses publiques.

L'Allemagne a enregistré l'an dernier une croissance solide de son Produit intérieur brut (PIB), portée essentiellement par la consommation des ménages et les dépenses publiques. «Une croissance solide et continue», c'est ainsi que le président de Destatis, Dieter Sarreither, a résumé la performance de la première économie européenne sur l'année écoulée. Dans les chiffres, cela s'est traduit par une progression du PIB de 1,7% (hors inflation), une dynamique un peu plus marquée que les 1,6% de 2014, et conforme aux attentes. Si l'année 2015 n'avait pas compté plus de jours travaillés que 2014, le taux de croissance aurait été de 1,5%. «L'Allemagne savoure une décennie dorée», en déduit Holger Schmieding, économiste chez Berenberg. Pour la première fois, le PIB de l'Allemagne est monté au-dessus de 3000 milliards d'euros en

leur nominale, à 3.027 milliards. 2015 n'est venu que confirmer le changement d'orientation de ces dernières années de l'économie allemande: elle ne progresse plus seulement grâce à ses succès à l'export, mais avant tout du fait de l'appétit de consommation des ménages, pouvoirs publics et entreprises. La hausse de 1,9% des dépenses privées et de 2,8% de celles de l'Etat ont contribué à 1,2 point à la croissance. Malgré un environnement économique international difficile, les exportations ont aussi gagné en dynamisme (+5,4%), mais les importations ayant parallèlement grimpé de 5,7%, le commerce extérieur n'a contribué qu'à hauteur de 0,2 point à la croissance du pays. La consommation intérieure du pays a en partie été stimulée par les dépenses engagées pour l'accueil des candidats à l'asile, dont plus d'un million sont arrivés en Allemagne rien qu'en 2015. ■

FRANCE: le déficit réduit à 70,5 milliards d'euros

Le déficit du budget de l'Etat a été réduit en 2015 à 70,5 milliards d'euros, soit 4 milliards de mieux que prévu, retrouvant ainsi son niveau d'avant la crise de 2008, a annoncé hier le ministre des Finances, Michel Sapin. «Le déficit de l'Etat a diminué beaucoup plus que nous ne l'avions prévu, pour atteindre 70,5 milliards d'euros», a déclaré M. Sapin lors de ses vœux à la presse, y voyant la démonstration du sérieux budgétaire du gouvernement. Le chiffre de 70,5 milliards est inférieur de quatre milliards à l'objectif inscrit dans le projet de loi de finances initiale, et inférieur de 15 milliards au déficit de 2014. «C'est le niveau le plus bas depuis 2008», s'est félicité M. Sapin. Ce résultat s'explique par des recettes supérieures de 1,2 milliard aux prévisions, dont un milliard pour les recettes fiscales, et des dépenses inférieures de 1,4 milliard à ce qui était prévu, hors charge de la dette.

FINLANDE: premier recul des prix depuis 60 ans

Les prix ont reculé en Finlande en 2015 pour la première fois depuis 60 ans, a indiqué hier l'institut statistique national, amenant des économistes à débattre de l'éventualité d'une déflation dans ce pays de la zone euro. L'indice des prix à la consommation a diminué de 0,2% par rapport à l'année précédente, tiré à la baisse par la faiblesse des prix de l'énergie, et dans une moindre mesure de l'alimentation et des télécommunications. Il faut remonter à 1955, époque à laquelle était calculé un indice du coût de la vie, pour retrouver une baisse des prix sur l'ensemble d'une année. L'année 2015 a été marquée par l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement de droite très nettement pro-austérité, emmené par le centriste Juha Sipilä qui avait fait campagne sur le redressement de l'envie d'entreprendre et de la compétitivité du pays.

AGENDA INTERNATIONAL

VENDREDI 15 JANVIER

UE

Bruxelles: réunion des ministres de l'Economie et des Finances de l'UE (Ecofin)

ALLEMAGNE

Berlin: salon de l'Agriculture Grüne Woche - jusqu'au 21 janvier

FRANCE

Situation mensuelle budgétaire de l'Etat à fin novembre 2015 - Budget Thermador Groupe: c.a. annuel 2015

ITALIE

Inflation décembre 2^e estimation

ESPAGNE

Chiffre définitif de l'inflation pour décembre

NORVÈGE

Commerce extérieur décembre

POLOGNE

Inflation décembre

SLOVAQUIE

Inflation décembre et évolution en 2015

USA

Prix à la production décembre

Ventes au détail décembre

Activité industrielle dans la région de New York janvier

Production industrielle décembre

Confiance des consommateurs janvier 1^{ère} estimation - Université du Michigan

Stocks et ventes des entreprises novembre

Citigroup: résultats 4T